

BAHREÏN

un confetti au centre des luttes d'influence dans le golfe Arabo-persique



Alors que la tension semble redescendre à Bahreïn après un mois de manifestations dans la capitale, l'intervention d'une force conjointe saoudienne et émiratie a rappelé que ce royaume se trouve au centre d'enjeux régionaux plus vastes. Derrière la nécessaire refondation des relations entre la famille royale et les habitants de Bahreïn, le golfe Arabo-persique est le théâtre d'une lutte d'influence opposant les monarchies sunnites, regroupées au sein du Conseil de coopération des États du Golfe, à l'Iran. La montée en puissance de Téhéran et ses ambitions régionales constitue en effet une source de préoccupation, partagée par les États-Unis et l'Alliance atlantique. Devant le risque de voir les logiques de radicalisation prendre le dessus, des réformes politiques à Bahreïn s'avèrent plus que jamais nécessaires et le meilleur moyen de limiter l'influence iranienne auprès des populations chiïtes, à Bahreïn mais aussi dans les autres monarchies du Golfe.

Antonin TISSERON, Chercheur associé à l'Institut Thomas More.

Le 14 février dernier, la police bahreïnienne dispersait des manifestants dans plusieurs villages chiïtes, entraînant la mort d'un jeune homme à Diya, à l'est de la capitale Manama. Le lendemain, plusieurs milliers de personnes descendaient dans les rues de la ville pour assister aux obsèques de la victime et demander des réformes politiques. Durant cette deuxième journée, un autre manifestant était tué lors de la dispersion d'un rassemblement. En réaction, les députés du parti chiïte Al-Wifaq – le principal parti d'opposition avec 18 sièges sur 40 – suspendirent leur participation au Parlement tandis que des manifestants commençaient à se rassembler sur le rond-point de la Perle puis à s'y installer. Derrière ce vent de révolte aux racines locales, l'arrivée de militaires saoudiens et de policiers émiratis rappelle cependant que Bahreïn est au centre des luttes d'influence entre puissances dans le golfe Arabo-persique et occupe une place stratégique pour les acteurs de la région.

Bahreïn et la tectonique de la contestation

Les manifestations à Bahreïn renvoient en premier lieu à la révolution tunisienne. Celle-ci a en effet produit une onde de choc en Afrique du Nord et au Moyen Orient, donnant l'espoir de voir des réformes entamées. L'irruption de manifestants à Bahreïn n'est ainsi, dans cette perspective, que la résultante d'autres mouvements de contestation, qui ont réussi à obtenir le renversement du pouvoir en place et donné l'espoir de voir un monde meilleur se construire sous la pression populaire. À l'heure de la mondialisation et des réseaux sociaux virtuels déterritorialisés, les émotions circulant d'un continent à l'autre et se nourrissant, il est probable que sans les précédents tunisien et égyptien les manifestations à Bahreïn n'auraient pas atteints l'ampleur rencontrée.

Si cette résonance locale d'événements régionaux ne doit pas être ignorée, la révolution tunisienne n'a cependant fait que réactiver des logiques d'opposition anciennes, donné de la résonance à ce qui s'annonçait comme une journée de colère destinée à « fêter » le dixième anniversaire du référendum du 14 février 2001 sur la mise en place de réformes politiques et d'une monarchie constitutionnelle. Les récentes protestations à Bahreïn s'insèrent en effet dans une histoire plus profonde des révoltes dans le royaume. De 1994 à 1999, l'île de Bahreïn, alors émirat, est secoué par une insurrection qui fait près d'une centaine de morts en cinq ans et prend fin avec la décision du roi Hamad Al Khalifa, arrivé au pouvoir en mars 1999 après le décès de son père, de libérer les prisonniers politiques, de décréter une amnistie permettant le retour des exilés, de rétablir une constitution et d'autoriser le pluralisme politique. Plus récemment, la première moitié de l'année 2010 est le théâtre de plusieurs mois de manifestations marqués notamment par l'arrestation de 25 opposants au régime (1).

Les racines de la contestation à Bahreïn sont à la fois politiques, sociales et communautaires (2). À la suite du référendum du 14 février 2011, à l'issue duquel la Charte d'action nationale avait été très massivement approuvée, le roi avait assuré la population qu'une commission constitutionnelle proposerait des amendements à la Constitution de 1973 et que le Parlement exercerait seul le pouvoir législatif. Cependant, en février 2002 le roi promulgua sans consultation populaire une nouvelle constitution en vertu de laquelle il contrôle étroitement le pouvoir. Ainsi, le Parlement est constitué d'une Assemblée nationale bicamérale dont quarante membres (les députés) sont élus, mais dont quarante autres (les membres du Conseil consultatif) sont désignés par le roi. En cas de divergence entre les deux chambres, le roi dispose également de la possibilité d'exiger l'adoption d'une loi à la majorité des deux tiers des deux Chambres, tout comme il peut amender lui-même la Constitution et légiférer par décret.

D'un point de vue social, Bahreïn est confronté à la nécessité de créer du travail pour une population jeune importante. Selon le recensement de 2001, les personnes sans emploi seraient un peu moins de 17 000. Sept années plus tard, en juillet 2008, le ministre du Travail déclarait que le nombre de personnes sans emploi s'élevait à un peu plus de 4 000 personnes. Les chiffres réels sont cependant considérés comme bien plus importants. Le chercheur Steven Wright estimait, dans un rapport publié en 2008, que 15 à 30% des personnes en âge de travailler n'avaient alors pas d'emploi, auxquels s'ajoutaient les personnes dont l'emploi était sans mesure avec leur niveau de

qualification (3). Cette situation sociale est aggravée par le ressentiment des chiites, majoritaires à Bahreïn – ils constitueraient entre 60 et 70% des 1,1 millions d'habitants (4) –, contrairement aux autres monarchies du Golfe. Plusieurs métiers, notamment dans le domaine de la sécurité, sont ainsi fermés à ces derniers. Dans le domaine politique, le découpage des districts pour les élections législatives ne correspond également pas à l'importance démographique des régions et des mesures ont, de par le passé, été prises pour naturaliser des sunnites jordaniens, syriens ou encore yéménites.

L'Iran au cœur de la grammaire régionale

La présence d'une majorité de chiites n'est pas la seule spécificité de Bahreïn. L'île abrite le quartier général de la V^e flotte américaine à Manama, dont les navires croisent dans la mer Rouge et l'océan Indien afin de sécuriser les routes d'approvisionnement en pétrole des États-Unis. Située à environ 240 kilomètres des côtes iraniennes, cette base constitue également un outil de surveillance du golfe Arabo-persique (5). Il s'agit à la fois de sécuriser la première région productrice de pétrole et les routes maritimes commerciales reliant l'Asie du Sud et de l'Est à l'Europe, mais aussi d'endiguer les ambitions iraniennes dans le monde arabe. La France et l'OTAN ont d'ailleurs aussi renforcé leur positionnement dans cette région stratégique. Paris a ouvert une base à Abou Dhabi et l'Initiative de coopération d'Istanbul, lancée lors du sommet de l'Alliance atlantique de juin 2004, propose une coopération pratique entre les pays du Conseil de coopération des États du Golfe qui le souhaitent et l'OTAN (6).

L'évolution politique interne iranienne et la politique étrangère de ce pays constituent en effet une source de préoccupation, dont le programme nucléaire n'est que le principal élément. Depuis la mort de l'imam Khomeiny et l'abandon de ses prises de position purement idéologiques – l'Iran se voulait alors le *leader* mondial de la révolution islamique au nom du pan-chiisme –, l'Iran a en effet développé avec efficacité son influence vers le Golfe, le Moyen Orient, l'Asie Centrale, le Caucase ou encore le Sahel, tout en poursuivant son soutien au militantisme islamique et son combat contre « l'impérialisme américain » et Israël. Ainsi, parallèlement à l'appui apporté aux chiites libanais, l'Iran soutient le Hamas palestinien et même des Talibans sunnites. De jeunes afghans seraient autorisés à franchir la frontière avec l'Iran, puis entraînés avant de retourner en Afghanistan combattre les forces de la coalition (7). Face à ce volontarisme iranien et devant les risques de déstabilisation, en mars 2001, les six pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) décidaient d'ériger un système d'alerte avancée par radars pour se prémunir d'attaques par missiles. Comme le faisaient remarquer en mars 2009 le roi d'Arabie saoudite, Abdallah bin Abdelaziz au conseiller de la Maison Blanche pour l'antiterrorisme : « on ne peut pas faire confiance aux Iraniens. [...] L'objectif de l'Iran est de causer des problèmes » (8).

L'arrivée à Bahreïn le 14 mars, dans le cadre du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, de 1 000 soldats saoudiens et 500 policiers émiratis (9), se replace dans ce contexte de montée en puissance iranienne et d'opposition entre les monarchies sunnites et Téhéran. Il faut empêcher le petit royaume allié, en première ligne, de basculer dans l'orbite de l'Iran (10). Nombre de religieux chiites exerçant dans le royaume ont en effet été formés dans ce pays. De plus, si en 1971 le Chah d'Iran annonçait officiellement renoncer aux revendications iraniennes sur l'île de Bahreïn, la conviction que Bahreïn demeure terre iranienne – en raison notamment de la présence de populations chiites majoritaire – reste ancrée chez une partie des Iraniens. Ainsi en février 2009, Nateq Nouri, conseiller de Khamenei, affirmait que Bahreïn était une province iranienne, entraînant une rupture des relations diplomatiques entre les deux États.

Derrière cette dimension régionale, l'enjeu est d'autant plus important pour la monarchie wahhabite que les chiites d'Arabie Saoudite sont l'objet de discriminations à l'emploi (administration, armées, forces de sécurité). Même si le régime a engagé un dialogue et reconnaît un certain pluralisme religieux, le risque est ainsi pour Riyad de voir s'étendre les troubles dans la province orientale du pays, où est concentrée l'essentiel de la population chiite et des richesses pétrolières (11). Il faut donc éviter que les manifestations à Bahreïn n'entrent en résonance avec des revendications

proches sur la péninsule arabique ou, pire, qu'un succès de la rue chiite à Bahreïn ne nourrisse une dynamique contestataire forte de l'autre côté de la chaussée du roi Fahd où le réseau social *Facebook* s'est fait l'écho d'appel à manifester pour le changement. Tel est d'ailleurs en partie l'objet des mesures sociales annoncées par Riyad (12), d'autant que l'on estime que près de 40% des 20-24 ans saoudiens sont sans-emploi (avec des chiffres supérieurs au sein de la minorité chiite).

Regain de tensions dans le golfe Arabo-persique

Loin d'avoir apaisée la situation, l'intervention saoudienne et émiratie a fait monter d'un cran la tension dans le Golfe. Le mercredi 16 mars, l'ambassade iranienne à Manama était fermée, tandis que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad affirmait que l'intervention de forces des pays du Golfe pour mettre un terme aux manifestations populaires à Bahreïn était « un acte hideux voué à l'échec » résultant de la politique américaine dans la région. Cinq jours plus tard, dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration du nouvel an, l'ayatollah Khamenei reprenait ces accusations tout en affirmant apporter le soutien de l'Iran à tous les mouvements de révolte. Vu de Téhéran, la non-reconnaissance des demandes des populations chiites permet de renforcer l'image d'un Iran défenseur de la rue arabe contre les tentatives hégémoniques extérieures.

Alors qu'Internet et les médias internationaux se sont fait l'écho des violences policières, l'occasion est belle. Certes, la diplomatie américaine a marqué ses distances avec l'intervention internationale à Bahreïn. Le 14 mars, l'un des porte-parole de la Maison Blanche appelait les pays de Conseil de coopération des États arabes du Golfe « à faire preuve de retenue et à agir de manière à soutenir le dialogue plutôt que de le saper ». Quant à Hillary Clinton, elle demandait quelques heures plus tard à toutes les forces engagées à Bahreïn de faire preuve de retenue. Cependant, l'Arabie saoudite et Bahreïn sont des alliés stratégiques des États-Unis dans la région (Bahreïn a reçu en 2002 le statut d'allié majeur non-OTAN) et des clients importants des entreprises d'armement américaines. D'autre part, pour Téhéran, invoquer l'ennemi de l'extérieur est un atout pour limiter les répercussions des révoltes arabes à l'intérieur des frontières iraniennes, en contribuant à souder la société derrière ses dirigeants et, ce faisant, à limiter la contestation interne. D'ailleurs, le 18 mars, le consulat saoudien à Mashhad, dans le nord-est de l'Iran, était attaqué par 700 manifestants.

À Bahreïn, l'opposition a demandé à l'Iran de ne pas intervenir. Mais malgré la dispersion des manifestants à Manama et l'établissement d'un couvre-feu, la situation demeure tendue. La contestation s'est déplacée de la place de la Perle, dont le monument a depuis été détruit, aux villages chiites de l'île. Les manifestations se poursuivent dans les villages chiites tandis que les forces de sécurité quadrillent le territoire. Étant donné l'histoire du royaume bahreïni et après les récentes violences et la radicalisation des manifestants, il est en effet peu probable de voir la situation se calmer sans réformes politiques et sans que le pouvoir ne donne des gages de sa bonne volonté aux populations chiites. Plus inquiétant, le fragile dialogue instauré entre les chiites et les sunnites a volé en éclat avec les manifestations de février et mars. Débordé par sa base, le parti Al-Wifaq a subi la surenchère de formations plus radicales, dont le parti Al-Haq, constitué de militants du Wifaq déçus par le choix du dialogue avec le pouvoir, tandis que les opposants autorisés par le roi à revenir ou libérés multipliaient les déclarations incendiaires et les appels à la violence, rejetant l'offre de dialogue avancée par le roi le 19 février et confiée au prince Salman Al-Khalifa. De leur côté, certains soutiens de la dynastie ont également haussé le ton, réclamant le 14 mars l'instauration de la loi martiale pour mettre fin au blocage de la capitale par les contestataires.

Manama au défi des réformes

Dans ce contexte, le défi est de taille pour la monarchie. La reprise du dialogue avec les chiites risque de prendre du temps. En 2002 déjà, les quatre principales formations politiques de l'opposition avaient boycotté les élections parlementaires. En cela, il semble important d'appuyer les

partisans de la conciliation au sein de la monarchie, tout en crédibilisant des partis d'opposition comme Al-Wifaq afin d'éviter qu'ils ne soient durablement dépassés par une frange plus radicale, appuyée par un voisin iranien appelant à l'abolition de la monarchie. Des signaux dans ce sens ont été envoyés ces dernières semaines, mais malheureusement noyés dans une confusion des discours et des actions, avec une alternance d'appel au dialogue et de répression. La dynastie des Al-Khalifa semble en effet divisée. Tandis que l'oncle du roi, à la tête du gouvernement depuis 1971, prône les méthodes fortes avec vraisemblablement le soutien de l'Arabie saoudite, le prince Salman Al-Khalifa privilégie le dialogue (13).

Des réformes politiques sont d'autant plus importantes qu'elles contribueront à créer un climat propice à la poursuite des réformes économiques engagées par la monarchie pour faire face au sous-emploi dans le royaume et à l'arrivée de jeunes travailleurs. Malgré les réformes initiées par le Conseil de Développement économique pour réformer les lois relatives au travail, promouvoir l'éducation et la formation, et inciter les entreprises à venir s'installer à Bahreïn, l'économie reste tributaire d'un pétrole de plus en plus rare (77 % des revenus du gouvernement en 2006 étaient issus de cette ressource) et fait face à la concurrence de Dubaï, qui demeure la destination préférée des entreprises dans la région. C'est tout l'intérêt du projet de construction d'un pont de 45 km de long entre Bahreïn et le Qatar, dont le projet a été signé en juin 2006. Cette liaison est en effet considérée comme disposant du potentiel pour absorber une partie des travailleurs de Bahreïn, accentuant ainsi l'intégration économique entre les États de la région (14).

Ni Bahreïn ni le golfe Arabo-persique n'ont à se satisfaire d'une instabilité chronique et d'un renforcement des processus de radicalisation, d'autant que la question de la cohabitation entre chiites et sunnites est un fil rouge dans la région. À l'heure où le Yémen s'embrase, il y a urgence pour construire un nouveau pacte civil dans la région et instaurer une dynamique de l'espoir. Dans la lutte que se livrent les monarchies du Golfe et l'Iran, faire revivre le souffle de la Charte d'action nationale de 2001 à Bahreïn serait l'un des meilleurs moyens d'associer sécurité, stabilité et développement.

Antonin TISSERON

(1) À cette occasion, le gouvernement a fait arrêter les activistes qui avaient dénoncé le bilan de Bahreïn en matière de droits de la personne lors d'une assemblée publique à Londres, et suspendu la chaîne *Al Jazeera* après la diffusion d'un reportage sur la pauvreté dans le royaume.

(2) *Bahrain's Sectarian Challenge*, Middle East Report n°40, International Crisis Group, 6 mai 2005.
[http://www.crisisgroup.org/~media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/Iran%20Gulf/Bahrain/Bahrain%20Sectarian%20Challenge.ashx](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/Iran%20Gulf/Bahrain/Bahrain%20Sectarian%20Challenge.ashx).

(3) Steven Whright, *Fixing the Kingdom: Political Evolution and Socio-Economic Challenges in Bahrain*, Center for International and Regional Studies in Qatar, 2008, p. 10.

(4) Il s'agit des chiffres pour l'année 2008 (Direction des statistiques de Bahreïn, *National Accounts*, édition 2009, p. 11.
http://www.cio.gov.bh/cio_ara/English/Publications/National%20Account/NA2009.pdf).

(5) Les États-Unis ont également deux bases au Koweït, deux à Oman et une base aérienne et des facilités logistiques au Qatar (Marissa Alison, *U.S. and Iranian Strategic Competition: Saudi Arabia and the Gulf States*, CSIS, 6 décembre 2010, p. 48. http://csis.org/files/publication/101207_US_Competition_with_Iran_Saudi_Arabia.pdf).

(6) À la fin de l'année 2008, quatre États avaient répondu positivement : Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar. <http://www.nato.int/issues/ici/index-f.html>.

(7) Frédéric Robin, « Wikileaks : le jeu trouble de l'Iran sur le théâtre afghan », *Le Monde*, 2 décembre 2010.

(8) Natalie Nougayrède et Gilles Paris, « Wikileaks : La peur des pays arabes », *Le Monde*, 28 novembre 2010.

(9) Ces hommes font partie du dispositif « Bouclier de la Péninsule », force conjointe mise en place par les États du Conseil de coopération des États du Golfe (5 000 hommes en 1984, 20 000 depuis décembre 2000). Par ailleurs, les États du Golfe ont également décidé le 10 mars de créer un fonds de développement de 20 milliards de dollars pour aider Bahreïn et Oman.

(10) Bernard Gwertzman, *Is Bahrain's Regime Next to Fall*, Council on Foreign Relations, 18 février 2011.
<http://www.cfr.org/bahrain/bahrain-regime-next-fall/p24169>.

(11) 40 % des salariés de la société pétrolière saoudienne Aramco sont des chiites. À l'échelle du royaume saoudien, les chiites représentent 10 % de la population totale.

(12) Le 23 février, le roi Abdallah annonçait des mesures sociales pour un montant de 36 milliards de dollars.

(13) Dans un communiqué publié le 13 mars 2011, le prince héritier a officiellement accepté d'entamer un « dialogue national » avec l'opposition, reposant notamment sur la mise en place d'un Parlement avec un pouvoir législatif et d'un gouvernement représentant la volonté du peuple. Le prince s'est également déclaré favorable à un redécoupage des districts pour les futures élections législatives et à des discussions sur la question des naturalisations ainsi que la lutte contre la corruption et la ségrégation ethnique et religieuse.

(14) Steven Wright, *op. cit.*, p. 12.

